

Code des obligations:

Quelques traits de la modification législative...

Alain Berset

Dr. ès sciences économiques
Conseiller aux Etats

Introduction

- Contexte de la modification législative
 - Économique
 - Politique
- Principaux enjeux sur le plan politique
- Contenu de la modification du CO
 - Obligation de révision dans le droit des sociétés [23.06.04]
 - Agrément et surveillance des réviseurs [23.06.04]
 - Droit de la Sàrl [19.12.01]
 - Adaptation des droits de la SA, de la société coopérative, du registre du commerce et des raisons de commerce [19.12.01]

Les intentions du législateur

- Sàrl
 - Modernisation du droit (1936!)
 - Flexibilité
- Révision
 - Ne pas laisser tout le champ libre à l'autorégulation
 - Répondre aux exigences internationales
 - Intégrer les fondations
- Harmonisation entre les différentes formes juridiques
 - Conditions de révision en fonction de critères de taille et non en fonction de la forme juridique

Mode de travail des Chambres fédérales

- Les projets doivent être adoptés dans les mêmes termes par chaque Chambre
 - Système de « navettes »
 - Elimination de divergences
 - Conciliation

- Recherche d'équilibres et de majorités stables

Trois points de la modification législative en matière de révision

- 3 points saillants, qui font ou ont fait débat au Parlement
 - Obligation de révision. Contrôle ordinaire (art. 727 CO)
 - Durée de fonctionnement de l'organe de révision (art. 730a CO)
 - Attributions de l'organe de révision. Objet et ampleur du contrôle (art. 728a CO)
- 3 points qui ont des conséquences directes pour les membres de la Direction ou du Conseil d'administration

Obligation de révision. Contrôle ordinaire (art. 727 CO)

- Sociétés ouvertes au public
- Autres sociétés répondant à des valeurs-seuils
- Trois critères: total du bilan, chiffre d'affaires, nombre d'emplois
- Deux des trois critères deux années de suite
- Ce qui a fait débat: le niveau des seuils
 - Bilan: 6 ou 10 millions de francs?
 - Chiffre d'affaires: 12 ou 20 millions de francs?
 - Emplois: 30 ou 50?

Durée de fonction de l'organe de révision (art. 730a CO)

- Rotation obligatoire après 7 ans dans le contrôle ordinaire
- Rotation obligatoire pour la personne qui dirige la révision
- Ce qui a fait débat:
 - Rotation obligatoire après 5 ou 7 ans?
 - Limitation de l'obligation de rotation aux entreprises ouvertes au public?

Attributions de l'organe de révision. Objet et ampleur du contrôle (art. 728a CO)

■ L'organe de révision vérifie :

1. si les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes de groupe sont conformes aux prescriptions légales, aux statuts et au cadre de référence choisi ;
2. si la proposition du conseil d'administration à l'assemblée générale concernant l'emploi du bénéfice est conforme aux prescriptions légales et aux statuts ;
- 2bis. si les indications prévues par la loi sont fournies (biffé)
3. s'il existe un système de contrôle interne qui fonctionne (biffé)
- 3bis. si une évaluation du risque a été effectuée (biffé)

■ Modification de la systématique

Conclusion: Importantes modifications du CO en matière de révision

- ❑ Mêmes principes quelle que soit la forme juridique
- ❑ Définition plus précise de qui est soumis à quel contrôle. Flexibilité (régime d'options)